

RAPPORT ANNUEL

2023



VISION

UNE ÉDUCATION DE QUALITÉ POUR CHAQUE ENFANT.

MISSION

Mobiliser des partenariats et des investissements pour transformer les systèmes éducatifs des pays en développement, en ne laissant personne de côté.

BUT

Favoriser l'accès, les acquis scolaires et l'égalité des sexes grâce à des systèmes éducatifs équitables et inclusifs conçus pour le XXI^e siècle.

AXES PRIORITAIRES

Accès à l'éducation ; apprentissage précoce ; volume, équité et efficacité du financement intérieur ; égalité des genres ; inclusion ; apprentissage ; qualité de l'enseignement ; forte capacité d'organisation.



OBJECTIFS

Renforcer la prise en compte de l'égalité des genres dans la planification et l'élaboration des politiques pour un impact systémique.



Coordonner les actions et les financements pour des changements en profondeur.



Renforcer les capacités, s'adapter et apprendre pour promouvoir des résultats à grande échelle.



Mobiliser les partenaires et les ressources à l'échelle nationale et internationale et internationaux pour des résultats durables.

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|----|
| AVANT-PROPOS | 1 |
| FAITS MARQUANTS DE 2023 | 3 |
| LE GPE EN ACTION | 4 |
| TRANSFORMER L'ÉDUCATION | 5 |
| MOMENTS CLÉS | 18 |
| > ÉGALITÉ DES GENRES | 19 |
| > ÉDUCATION ET CLIMAT | 21 |
| > APPRENTISSAGE FONDAMENTAL | 23 |
| > SOUTENIR DAVANTAGE LES ENFANTS DÉPLACÉS | 25 |
| CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE | 27 |

AVANT-PROPOS

LAURA FRIGENTI
Directrice générale



L'éducation constitue le fondement de l'édification de sociétés pacifiques, prospères, saines et équitables. À une époque marquée par les conflits, le changement climatique et les grandes transformations technologiques, l'éducation n'a jamais joué un rôle aussi crucial pour permettre à la prochaine génération d'acquérir les connaissances et les compétences nécessaires pour réussir au 21^{ème} siècle. Pourtant, en 2023, près d'un quart de milliard de filles et de garçons n'étaient toujours pas scolarisés, et une proportion alarmante d'enfants dans les pays à faible revenu ont encore du mal à acquérir les compétences de base en lecture et en mathématiques.

Dans ce contexte, le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE) a apporté son soutien à plus de 227 millions d'enfants depuis 2021. Avec près de 90 pays partenaires, le GPE a rallié les gouvernements, la société civile, les organisations d'enseignants, les agences de développement, le secteur privé et les fondations philanthropiques en vue de poursuivre une mission commune visant à soutenir les pays dans leurs efforts de transformation des systèmes éducatifs. Nos efforts collectifs ont permis aux pays partenaires de distribuer 48 millions de manuels scolaires, de former 481 000 enseignants et de construire 6 664 salles de classe en 2023.

Notre partenariat a également continué à se développer. Nous avons accueilli le Bélice, l'Égypte, l'Indonésie et le Sri Lanka en tant que nouveaux pays partenaires et avons reçu de nouvelles promesses de financement de la part des États-Unis, du Japon, du Danemark et de la Norvège. Nous avons collaboré avec la *Fondation Harry Hole* et la *Fondation Roger Federer* pour faire progresser l'éducation des filles et l'apprentissage fondamental.

Le GPE a presque doublé le montant de ses financements attribués aux pays partenaires par rapport à l'année dernière, en approuvant près de 800 millions de dollars de financements sur la période 2023. En travaillant en collaboration avec nos partenaires nouveaux et existants, nous avons également mobilisé 1,2 milliard de dollars de cofinancement supplémentaire pour pouvoir poursuivre nos progrès, par le biais de mécanismes de financement innovants tels que le fonds à effet multiplicateur du GPE.

En 2023, les pays partenaires ont considérablement accéléré le processus d'identification et d'approbation de leur stratégie destinée à transformer leurs systèmes éducatifs. Trente-trois pays partenaires ont conclu leur pacte de partenariat qui sert de base pour mobiliser des partenariats et des financements autour de réformes prioritaires susceptibles d'améliorer les résultats en matière d'éducation. Parmi les priorités qui ressortent des pactes de partenariat figurent notamment l'apprentissage fondamental, la formation des enseignants et l'éducation de la petite enfance.

L'engagement en faveur de l'égalité des genres se trouve au cœur de la mission du GPE et, cette année, nous avons renforcé notre approche dans l'ensemble du partenariat qui consiste à intégrer systématiquement les questions de genre dans l'éducation. Tous les pactes de partenariat qui ont été approuvés en 2023 ont pris en compte les questions de genre. Le financement au titre de L'Accélérateur de l'éducation des filles, qui a atteint 176,5 millions de dollars, permettra de soutenir des initiatives visant à supprimer les obstacles spécifiques auxquels se heurtent les filles dans l'éducation, telles que les initiatives destinées à lutter contre les normes de genre néfastes ou à créer des environnements d'apprentissage plus sûrs pour plus de 26 000 filles au Salvador et au Zimbabwe.

Au cours de l'année 2023, nous avons également renforcé notre engagement à lutter contre les effets du changement climatique sur l'éducation. Nous avons lancé le tout premier cadre pour les systèmes éducatifs intégrant le climat, soutenu par une initiative de 15 millions de dollars qui consiste à apporter un soutien aux ministères de l'Éducation pour intégrer le climat dans leurs plans, politiques et programmes nationaux d'éducation. Lors de la COP28, le GPE, en collaboration avec le Fonds vert pour le climat et *Save the Children*, a mobilisé

70 millions de dollars pour un programme unique qui permettra d'aider 23 pays à mettre en place des systèmes éducatifs plus résilients et à préparer les enseignants, les élèves et les écoles à un avenir toujours plus en proie au changement climatique.

Tous ces efforts sont soutenus par un engagement inébranlable pour des approches efficaces et fondées sur des données probantes partagées dans l'ensemble du partenariat. Pour promouvoir l'apprentissage, l'innovation et l'adaptation, le GPE a organisé plusieurs ateliers régionaux qui ont permis aux pays partenaires et aux autres parties prenantes de mieux comprendre les obstacles systémiques qui nuisent à la transformation de l'éducation et les mesures qui peuvent être prises pour éliminer ces derniers. Par ailleurs, le GPE a adopté plusieurs changements opérationnels pour donner suite aux commentaires des partenaires, afin d'œuvrer plus facilement ensemble vers l'atteinte de nos objectifs communs.

Alors que nous regardons vers l'avenir, notre détermination à transformer les systèmes éducatifs reste inébranlable. Je remercie chaleureusement chacun de nos partenaires et chacune de nos parties prenantes, dont le dévouement, la générosité et la confiance nourrissent notre ambition de faire de l'éducation de qualité une réalité pour chaque enfant. Réaffirmons notre engagement en faveur de l'éducation, qui est l'outil le plus puissant pour bâtir un monde plus juste, plus durable et plus pacifique.



Laura Frigenti

Directrice générale
Partenariat mondial pour l'éducation

FAITS MARQUANTS DE 2023

2,5 MILLIARDS USD 

à travers 84 financements de mise en œuvre en cours lors de l'ex. 2023.

 **227** MILLIONS

D'ENFANTS ONT REÇU NOTRE APPUI depuis 2021. En 2023, **\$795 millions USD** ont été approuvés pour 105 financements.

1,2 MILLIARD USD 

de cofinancement ont été mobilisés grâce au **fonds à effet multiplicateur du GPE**.

 **140** MILLIONS USD

ont été engagés pour soutenir l'éducation des filles grâce à **l'Accélérateur de l'éducation des filles**.

 **4** PAYS

Égypte, Belize, Sri Lanka et Indonésie ont rejoint le partenariat.

33 

PACTES DE PARTENARIAT ont été finalisés.

 **39** JEUNES LEADERS DU GPE

de 28 pays ont participé à plus de 38 événements et moments clés et ont lancé leur plan en 10 points pour l'avenir.

 **L'ÉDUCATION DANS L'ŒIL DU CYCLONE**

L'expérience web de réalité virtuelle du GPE a été lancée ici :



 **481 000** ENSEIGNANTS FORMÉS,

48 millions de manuels scolaires distribués et **6 700 salles de classe** construites ou rénovées.

 **3** DOCUMENTS CLÉS ont été publiés sur les systèmes éducatifs intégrant le climat, l'égalité des genres et la transformation des systèmes éducatifs de manière équitable et inclusive.

Le Rapport sur les résultats 2023 indique que dans les pays partenaires :



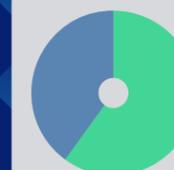
➤ **6 enfants sur 10** ont accès à au moins une année d'enseignement préscolaire.



➤ plus de **8 enfants sur 10** achèvent l'école primaire.



➤ près de **6 enfants sur 10** achèvent le premier cycle du secondaire.



60 % des pays partenaires ont augmenté leur part des **dépenses consacrée à l'éducation** ou l'ont maintenue au point de référence de 20 % ou plus.

TRANSFORMER L'ÉDUCATION



Des élèves de l'école primaire suivent avec plaisir une leçon à l'école 212 de Murun, en Mongolie.

All for Education, soutenu par L'Éducation à voix haute - le fonds du GPE pour appuyer la société civile - veille à ce que davantage d'enfants en situation de handicap en Mongolie aient accès à une éducation de qualité grâce à des efforts de plaidoyer et à la collecte de données manquantes destinées aux agents du changement. En 2021, plus de 80 % des enfants en situation de handicap dans le pays étaient scolarisés, contre 44 % en 2010.

GPE/Bat-Orgil Battulga

Tout au long de l'année 2023, le GPE s'est efforcé de tirer parti de son partenariat et de ses financements pour soutenir les efforts déployés par près de 90 pays partenaires pour transformer leurs systèmes éducatifs et permettre à chaque enfant de recevoir une éducation adaptée aux enjeux du 21^{ème} siècle. Le GPE facilite la transformation des systèmes éducatifs en travaillant avec les autorités publiques et les partenaires locaux pour identifier une réforme prioritaire susceptible d'améliorer la qualité de l'instruction à grande échelle. L'approche de chaque pays est exposée dans un pacte de partenariat, c'est-à-dire un plan conclu avec toutes les parties prenantes qui vise à améliorer les résultats d'apprentissage et qui oriente et aligne le financement et l'expertise technique en s'appuyant sur la réforme prioritaire. En 2023, les progrès accomplis dans l'ensemble du partenariat se sont considérablement accélérés, dès lors que près de 80 pays partenaires ont élaboré un pacte de partenariat pour définir les obstacles à l'apprentissage d'ordre systémique, ainsi que les réformes susceptibles de les surmonter.

Le GPE soutient les investissements des pays dans la réforme de l'éducation avec un financement à la hauteur de leurs ambitions, tout en mobilisant des ressources supplémentaires et en attirant de nouveaux partenaires. En 2023, le GPE a approuvé 15 financements pour la transformation du système, tandis que 19 pays ont débloqué des fonds par le biais du fonds à effet multiplicateur du GPE en obtenant un cofinancement auprès d'une multitude de sources différentes.

Les pactes de partenariat ont montré que les pays accordent une importance particulière à une meilleure qualité de l'apprentissage, une éducation plus équitable et inclusive, un enseignement de qualité, l'apprentissage fondamental et l'éducation préscolaire. Les questions de genre se trouvaient au cœur de chaque réforme prioritaire, comme en témoigne l'utilisation par la **Côte d'Ivoire** d'analyses de genre exhaustives pour orienter ses initiatives. Dans son pacte de partenariat, la **Tanzanie** a stipulé que la planification et la gestion du personnel enseignant constituent la réforme globale la plus susceptible d'accélérer le changement. En 2023, le GPE a approuvé un financement pour la transformation du système d'un montant de 85 millions de dollars, ce qui permet de garantir un soutien durable aux efforts continus déployés par le pays pour améliorer le perfectionnement professionnel des enseignants. En juin 2023, le programme avait permis de fournir à 272 centres de ressources pour

enseignants plus de 1 170 ordinateurs de bureau et des centaines de projecteurs, photocopieuses et imprimantes indispensables à leur développement professionnel continu en tant qu'éducateurs.

En 2023, le GPE a approuvé un financement pour la transformation du système d'un montant de 20 millions de dollars au **Népal**, permettant de soutenir le propre engagement du gouvernement envers la qualité de l'enseignement en tant que réforme prioritaire. Cet effort vient compléter d'autres initiatives destinées à améliorer à la fois l'éducation de la petite enfance et la coordination de la planification avec les administrations locales en vue de favoriser l'égalité des genres et protéger les enfants contre la violence et le harcèlement fondés sur le genre.

Une meilleure compréhension de la manière de transformer les systèmes éducatifs associée à un soutien parfaitement aligné sont d'autant plus importants alors que les pays cherchent à rendre ces systèmes plus résistants et plus efficaces après les revers de l'épidémie de COVID-19. Outre les conséquences durables de la pandémie, en 2023, des millions d'enfants dans les pays partenaires du GPE ont vu leur scolarité interrompue par les conflits, les catastrophes climatiques et d'autres situations d'urgence. Du **Soudan** à la **Syrie** et du **Nicaragua** à l'**Ukraine**, le GPE a réussi à rassembler des partenaires et des fonds pour répondre avec souplesse aux besoins des enfants qui se trouvent dans des situations très difficiles. En décembre 2023, le GPE a restructuré son soutien à l'**Afghanistan** en affectant 109,5 millions de dollars à deux programmes de scolarisation communautaires qui permettent aux enfants, en particulier aux filles, de poursuivre leur scolarité en optimisant les établissements et les équipements scolaires, en fournissant des manuels scolaires et en prenant en charge les salaires des enseignants communautaires.

Un soutien financier important et innovant pour faire avancer les réformes

La souplesse qu'offre le soutien financier du GPE permet de répondre aux besoins, aux objectifs et aux

conditions spécifiques de chaque pays, notamment aux situations qui représentent un risque grave pour les systèmes éducatifs eux-mêmes. Les financements du GPE catalysent diverses formes de soutien de la part de plusieurs partenaires, ce qui encourage les investissements dans les réformes menées par les pays et les priorités essentielles en matière d'éducation. Au total, 82 pays partenaires ont bénéficié de 2,8 milliards de dollars de financement en cours du GPE en 2023, tandis que le GPE a approuvé de nouveaux financements s'élevant à 795 millions de dollars environ. Les financements pour la transformation du système représentaient 343,6 millions de dollars de ce montant total et le fonds à effet multiplicateur du GPE représentait 147,8 millions de dollars.

Le GPE a également augmenté le financement accéléré pour les situations d'urgence liées à un conflit et à la crise climatique. Sur un total de 69,8 millions de dollars de financement accéléré en 2023, le GPE a accordé 20 millions de dollars pour soutenir les programmes au Soudan et 4 millions de dollars pour venir en aide aux régions de Syrie qui ont été frappées par le tremblement de terre. Le GPE a également octroyé 15 millions de dollars supplémentaires à un programme qui, en 2023, a profité à plus de 2 200 enfants non scolarisés dans le gouvernorat d'Hassaké en **Syrie**, en mettant à leur disposition des lieux sûrs propices à l'apprentissage, ainsi que des tablettes électroniques pour poursuivre leurs études à la maison.

Le financement du GPE peut déclencher un effet boule de neige en attirant des investissements supplémentaires dans le secteur de l'éducation et en favorisant davantage d'innovations dans les diverses contributions. L'engagement du GPE a permis de mobiliser 2,5 milliards de dollars de financement de la part d'autres partenaires grâce au fonds à effet multiplicateur, et de dépasser en seulement trois ans l'objectif de cofinancement qui avait été fixé pour les cinq prochaines années jusqu'en 2025. Le fonds à effet multiplicateur a rapporté en moyenne quatre dollars pour chaque dollar versé par le GPE.

COMMENT LA CÔTE D'IVOIRE S'ATTAQUE AUX OBSTACLES À L'APPRENTISSAGE

En 2019, une évaluation des acquis scolaires réalisée au niveau régional a montré qu'à la fin de l'école primaire, seulement 41 % des élèves de Côte d'Ivoire savaient lire de manière satisfaisante et 17 % seulement possédaient des compétences suffisantes en mathématiques. Des acteurs clés de la communauté éducative ont ensuite pris part à un processus de consultation national et inclusif (États généraux de l'éducation nationale et de l'alphabétisation) et ont identifié plusieurs réformes. Le gouvernement a également saisi l'occasion qui s'est présentée lors de l'élaboration de son pacte de partenariat pour choisir l'apprentissage fondamental en tant que réforme prioritaire susceptible d'apporter des changements profonds et durables à l'éducation de base.

Le pacte de partenariat qui en découle est aligné sur le Programme national d'amélioration des premiers apprentissages de la Côte d'Ivoire, qui a démarré en 2023. Le programme vise à améliorer les compétences de base des jeunes élèves grâce à des méthodes d'enseignement innovantes, à la fourniture d'un kit de matériel d'apprentissage de base, à une meilleure formation continue axée sur les pratiques d'enseignement, à la supervision et à l'accompagnement pédagogiques, et à des évaluations régulières des acquis scolaires. Le programme prévoit également la création d'une classe de préscolaire dans les écoles primaires, qui a déjà été mise en place dans six régions du pays.

Le GPE a permis d'apporter un large soutien financier à la réforme définie dans le pacte de partenariat de la Côte d'Ivoire et le pays a été le premier à utiliser un accord d'allègement de dette conditionnel avec un créancier extérieur (en l'occurrence, la France) pour débloquer le fonds à effet multiplicateur du GPE en 2023. Le fonds à effet multiplicateur a permis au pays de mobiliser des cofinancements supplémentaires d'un montant total de 182 millions de dollars en faveur du secteur de l'éducation. En octobre, la Côte d'Ivoire a renforcé son rôle de chef de file dans le domaine de l'éducation en Afrique en organisant le deuxième Symposium continental du KIX sur la recherche en éducation à Abidjan, qui a rassemblé 280 décideurs politiques, chercheurs et praticiens issus de 40 pays différents pour étudier comment une meilleure production et analyse des données peut générer des systèmes éducatifs plus performants et résilients.



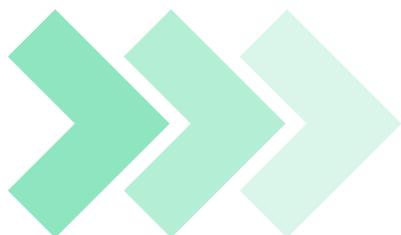
Élève de 1ère année pendant une leçon de lecture à l'école primaire de Nambirghékaha, près de Korhogo, en Côte d'Ivoire.

GPE/Rodrig Mbock

LE BÉLIZE, NOUVEAU PAYS PARTENAIRE, A FAIT DILIGENCE POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Les enfants les plus vulnérables du Belize en particulier ont subi d'importantes pertes d'apprentissage pendant la pandémie de COVID-19, ce qui a entravé l'acquisition des compétences de base en lecture, en écriture et en calcul, ainsi que des compétences essentielles pour le marché du travail moderne. Avec une forte dépendance à l'égard de l'agriculture, du tourisme et de la pêche, et la majeure partie de ses infrastructures essentielles exposées au changement climatique, le gouvernement souhaitait doter les diplômés des compétences nécessaires pour exercer des fonctions futures dans le domaine de l'économie numérique et des industries à faible émission de carbone.

Le Belize a rejoint le GPE en tant que pays partenaire au début de l'année 2023 et a obtenu un financement de 20 millions de dollars en mai, dont 15 millions de dollars provenant de la Banque interaméricaine de développement et 5 millions de dollars du fonds à effet multiplicateur du GPE. Dans son plan sectoriel de l'éducation, le Belize a fixé deux objectifs principaux qui consistent à transformer l'enseignement et l'apprentissage, et à accorder la priorité aux enfants défavorisés. Outre l'amélioration de l'apprentissage fondamental, le Belize se sert des investissements du GPE et de la Banque interaméricaine de développement pour combler les écarts entre les genres dans l'éducation et pour promouvoir les sciences, la technologie, l'ingénierie, les arts et les mathématiques en construisant six laboratoires régionaux.



Nouvelles contributions en 2023

En annonçant une contribution annuelle de 33,5 millions d'euros au fonds du GPE en octobre, le **Danemark** a fait valoir le soutien important apporté par le GPE à la lutte contre les effets du changement climatique et à la protection des systèmes éducatifs dans les pays touchés par la fragilité. Parmi les autres bailleurs de fonds figurent les **États-Unis** qui ont apporté une contribution supplémentaire de 130 millions de dollars et le **Japon** qui s'est engagé à verser 5,1 millions de dollars, dont 4 millions de dollars pour soutenir l'éducation en **Somalie**, 500 000 dollars pour soutenir l'aide aux réfugiés en **Moldavie** et 600 000 dollars pour élaborer des plans sectoriels de l'éducation. Vers la fin de l'année, la **Norvège** a convenu de verser 3 millions de dollars à un compte spécifique destiné à soutenir la crise de l'éducation à laquelle sont confrontés les enfants de **Cisjordanie et de la bande de Gaza**.



Le cofinancement provenait des banques de développement et des fondations privées et a été complété par une aide en nature inédite du secteur privé. **Google** et **Microsoft Corporation** ont été les premiers partenaires du secteur privé à utiliser des contributions en nature et en espèces pour débloquer le fonds à effet multiplicateur, en soutenant un programme d'apprentissage à distance et de soutien psychosocial en Ukraine avec l'UNESCO et l'UNICEF. Par le biais du fonds à effet multiplicateur, le GPE a pu mobiliser une contribution équivalente en espèces et en nature de la part de ces entreprises, pour un total de 51 millions de dollars, qui comprend un don de 50 000 Chromebooks de Google et des licences gratuites de logiciel pour les élèves et les enseignants de la part de Microsoft. Plus de 410 000 enfants, enseignants, directeurs d'école, psychologues scolaires, parents et responsables d'enfants, dont la plupart se trouvent dans des zones de conflit intense, bénéficieront des initiatives de l'UNICEF et de l'UNESCO qui seront mises en œuvre en partenariat avec le ministère ukrainien de l'Éducation et des Sciences.

L'année dernière a également été marquée par la première contribution du GPE à un programme de conversion de la dette en services d'éducation (Debt2Ed), lors duquel la **Côte d'Ivoire** a débloqué un investissement de 117 millions de dollars dans l'éducation à la suite d'un accord d'allègement de dette conditionnel d'un montant de 77 millions de dollars conclu avec le gouvernement français.

Le renforcement des relations du GPE avec les fondations philanthropiques et le secteur privé a engendré de nouveaux partenariats financiers en 2023. La **Fondation Harry Hole**, fondée par l'auteur norvégien à succès *Jo Nesbø*, a versé 3 millions de dollars à l'Accélérateur de l'éducation des filles et la **Fondation Roger Federer** a attribué 3 millions de dollars pour promouvoir l'éducation de la petite enfance au **Lesotho**, qui ont permis de générer 3 millions de dollars grâce au fonds à effet multiplicateur. Par ailleurs, la **Nippon Foundation** a

décidé d'accorder un financement de 5 millions de dollars pour soutenir l'éducation au **Viet Nam**, qui sera égalé par le fonds à effet multiplicateur du GPE.

Le **Groupe de coordination arabe** (ACG) a octroyé 400 millions de dollars qui débloqueront 100 millions de dollars grâce au fonds à effet multiplicateur. Les fonds de l'initiative sur le financement intelligent de l'éducation (SmartEd) de l'ACG ont été mis à la disposition de 37 pays membres de l'Organisation de la coopération islamique qui comptent près de 28 millions d'enfants non scolarisés au total. En 2023, le GPE et la **Banque islamique de développement** ont annoncé la première allocation d'un montant de 280 millions de dollars au **Cameroun**, à la **République kirghize** et à l'**Ouzbékistan** dans le cadre de l'initiative ACG SmartEd.

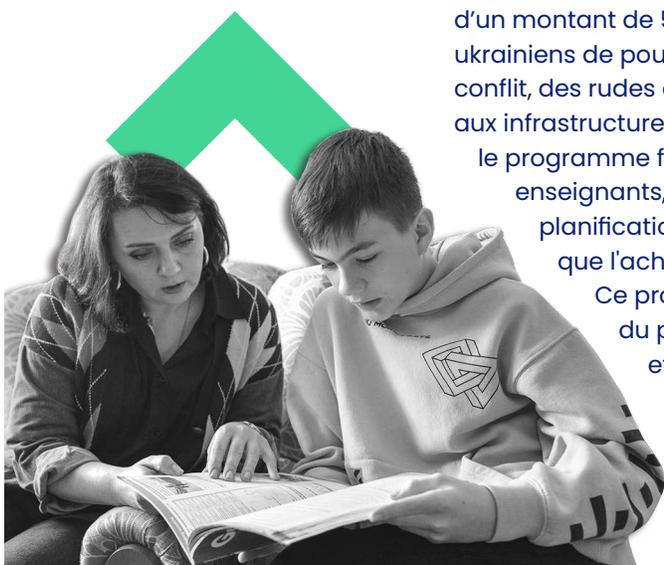
Lors de la COP28 en décembre 2023, le **GPE**, le **Fonds vert pour le climat** et **Save the Children** ont lancé le programme BRACE (*Building the Climate Resilience of Children and Communities through the Education Sector*) qui constitue le tout premier investissement majeur en matière de financement de la lutte contre le changement climatique dans le secteur de l'éducation (cf. page 21 pour obtenir plus d'informations à ce sujet).

UN SOUTIEN ET DES PARTENARIATS INNOVANTS POUR SOUTENIR L'APPRENTISSAGE EN UKRAINE

Environ 1 800 enfants ont été tués ou blessés durant les deux années de conflit incessant en Ukraine et les combats en cours continuent de menacer l'avenir d'une génération entière de filles et de garçons. Plus de 3 000 établissements d'enseignement ont été endommagés et 420 écoles ont été détruites rien que pendant les 12 premiers mois du conflit.

En avril 2023, le GPE s'est associé à Google, à Microsoft Corporation et à l'UNESCO pour offrir à l'Ukraine un soutien financier et en nature d'un montant de 51 millions de dollars, afin de permettre aux enfants ukrainiens de poursuivre leur scolarité en dépit des risques liés au conflit, des rudes conditions de l'hiver et des graves dégâts causés aux infrastructures essentielles. Mis en œuvre par l'UNESCO et l'UNICEF, le programme favorise le perfectionnement professionnel des enseignants, la santé mentale et le soutien psychosocial, la planification sectorielle et la gestion de l'éducation, ainsi que l'achat et la distribution d'appareils numériques.

Ce programme devrait profiter à plus de 350 000 élèves du primaire et du secondaire touchés par le conflit et à plus de 60 000 personnes impliquées dans le secteur de l'éducation, tels que les enseignants, les psychologues, les directeurs d'école, les parents et les responsables d'enfants.



Olena Paskova aide son fils Bohdan à faire ses devoirs pendant une coupure d'électricité à son domicile actuel de Rivne, en Ukraine.

Les attaques visant les infrastructures civiles dues à la guerre russe menée en Ukraine ont encore compliqué l'accès à l'éducation. Les familles déplacées de la zone de conflit ont opté pour l'apprentissage en ligne, mais le manque d'accès à l'électricité, à internet et à d'autres services de base continue de perturber l'instruction.

GPE/Dmytro Maksymenko

Des informations locales, partagées au niveau mondial : Générer et mobiliser les informations

Le GPE mobilise et rassemble le soutien mondial aux systèmes éducatifs en partageant des données probantes et un apprentissage mené au niveau local par le biais du **partage de connaissances et d'innovations (KIX)**, cofinancé par le Centre de recherches pour le développement international. Grâce à ses quatre pôles régionaux représentant

70 pays à faible revenu, le KIX sert d'intermédiaire crucial et de partenaire actif pour transformer la recherche et l'apprentissage en mesures éclairées et efficaces.

La recherche et l'apprentissage soutenus par le KIX ont contribué à orienter les décisions relatives au financement des programmes d'éducation accélérée en **Sierra Leone**, à la formation des enseignants en **Ouzbékistan** et à l'intégration des compétences du 21^{ème} siècle au **Viet Nam**

et aux Maldives. Au début de l'année 2023, par exemple, le ministère de l'Éducation des Maldives a décidé de prendre des mesures en réponse au plan stratégique élaboré par une équipe de cinq experts nationaux ayant participé aux activités d'apprentissage du KIX. Le ministère a depuis demandé une révision complète des programmes d'études afin d'intégrer des compétences modernes à tous les niveaux.

Le KIX a soutenu 41 projets de recherche appliquée impliquant 53 pays et 104 organismes, dont la

plupart interviennent dans des pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire. Ces projets portaient sur le perfectionnement professionnel des enseignants, l'éducation de la petite enfance, l'égalité des genres, l'équité et l'inclusion, la qualité de l'apprentissage, les enfants et les jeunes non scolarisés et l'utilisation des données. Au total, les bénéficiaires des financements du KIX ont produit 111 extraits de recherche primaire, ce qui correspond à une augmentation de 59 % par rapport aux 12 mois précédents. Soixante-dix pour cent de ces nouvelles connaissances concernaient le genre, l'équité et l'inclusion.

DIVERSIFIER LES SOURCES DE FINANCEMENT AU GUATEMALA GRÂCE AU FONDS À EFFET MULTIPLICATEUR DU GPE

L'une des principales caractéristiques du fonds à effet multiplicateur du GPE est qu'il permet non seulement d'accroître le montant du financement alloué à l'éducation, mais aussi de diversifier les sources de financement au-delà des organisations multilatérales et bilatérales traditionnelles, comme c'est le cas au Guatemala. En 2023, le Guatemala et les membres d'un nouveau groupe local des partenaires de l'éducation ont conclu un financement de 47,2 millions de dollars pour soutenir l'éducation de tous les enfants et les adolescents, en particulier ceux d'origine autochtone et issus des zones rurales.

Ce nouveau financement a permis de débloquer 10 millions de dollars grâce au fonds à effet multiplicateur, avec des cofinanciers comprenant plusieurs fondations et associations locales ainsi que *World Vision*, *Save the Children* et l'UNICEF. Ce financement supplémentaire a permis de générer plus de ressources pour le secteur qu'avec un emprunt, et de minimiser ainsi l'impact sur la viabilité de la dette du Guatemala. Les ressources supplémentaires obtenues grâce au fond à effet multiplicateur et l'alignement généré par le plan sectoriel de l'éducation sous-jacent ont incité d'autres bailleurs de fonds à se joindre à cette initiative.



Des élèves de primaire écoutent leur professeur en classe à l'école *El Renacimiento* à Villa Nueva, au Guatemala.

Banque mondiale/Maria Fleischmann

SOUTIEN DU KIX AU PROJET TPD@SCALE : HONDURAS, GHANA ET OUZBÉKISTAN

Les pays réalisent qu'il devient de plus en plus urgent de combiner la gamme grandissante de technologies de l'information et de la communication (TIC) avec les méthodes de formation traditionnelles des enseignants, afin d'équiper et de soutenir les éducateurs, en leur offrant un accès et une participation plus équitables à des expériences d'apprentissage de qualité. Le KIX soutient le projet TPD@Scale qui élabore un cadre et des directives pour adapter, mettre en œuvre, évaluer et améliorer continuellement les approches de TIC éprouvées pour la formation des enseignants.

L'objectif est de renforcer la capacité des ministères de l'Éducation et des parties prenantes de l'éducation concernées à favoriser des changements de politiques et de pratiques fondés sur des données probantes, en améliorant de manière considérable l'accès à un perfectionnement professionnel de qualité pour les enseignants à l'aide de l'approche TPD@Scale. Le projet appliquera et adaptera deux modèles TPD@Scale

qui ont fait leurs preuves aux niveaux national et infranational au Honduras, au Ghana et en Ouzbékistan, où les gouvernements reconnaissent l'ampleur et l'urgence des défis auxquels sont confrontés leurs systèmes et s'engagent à renforcer le perfectionnement professionnel des enseignants en tant que pilier de leurs efforts de réforme de l'éducation.



M. Jakhonigir Burkhonov, enseignant, travaille avec ses élèves en classe au centre d'éducation préscolaire soutenu par le GPE à Samarkand, en Ouzbékistan.

GPE/Federico Scoppa

Renforcer la société civile

L'engagement avec les organisations de la société civile est crucial pour garantir que les systèmes éducatifs et les politiques de l'éducation tiennent compte des besoins de la communauté, en particulier ceux des familles défavorisées et marginalisées. Le fonds de **L'Éducation à voix haute**, qui est géré par *Oxfam Danemark* avec le

financement du GPE, collabore avec les partenaires de la société civile pour sensibiliser le public, exposer les enjeux et les solutions, et plaider en faveur d'un financement national et international plus important. Cette initiative renforce également la capacité de la société civile à promouvoir des politiques, une planification, un suivi et des résultats en matière d'éducation inclusive.

Depuis 2019, L'Éducation à voix haute a accordé plus de 79 financements dans 63 pays et États. De 2021 à 2023, les organisations de la société civile ont influencé la planification de l'éducation, le dialogue sectoriel ou le suivi des politiques éducatives au sein de 37 pays grâce au financement de L'Éducation à voix haute. En 2023, les activités de L'Éducation à voix haute ont inspiré 31 discussions sur les politiques inclusives, ainsi que des mécanismes de responsabilité sociale, tels que des rapports de suivi et des approches locales qui garantissent que les problèmes des communautés sont entendus au niveau national.

L'Éducation à voix haute a joué un rôle essentiel dans le soutien du GPE à la **Mongolie**, puisque le pourcentage d'enfants en situation de handicap a presque doublé dans le système scolaire pour atteindre plus de 80 %, contre seulement 44 % en 2010. Les activités de plaidoyer de la société civile ont permis d'encourager des changements d'orientation des politiques publiques, d'accroître le financement et de favoriser la sensibilisation sociale, ce qui a abouti à l'adoption d'un règlement entérinant l'inclusion des enfants en situation de handicap dans les écoles ordinaires. Parmi les nouvelles mesures d'éducation inclusive pour les élèves en situation de handicap figurent une politique de tolérance zéro en matière d'exclusion, une identification et une intervention précoces, des infrastructures optimisées, des méthodes d'enseignement adaptées, des directives destinées aux directeurs d'école, des incitations salariales, ainsi qu'un soutien au personnel enseignant.

Tirer parti de l'expertise des partenaires

Le GPE s'appuie sur la vaste expertise du partenariat et la déploie par le biais d'initiatives d'appui technique destinées à renforcer la capacité des pays à transformer leur système. Cet appui technique à la demande galvanise les efforts mondiaux, régionaux et nationaux visant à soutenir la réalisation de réformes prioritaires en matière d'éducation, en veillant à ce que les pays

partenaires puissent relever des défis complexes liés au système éducatif ou des défis intersectoriels.

Le **programme de leadership en données sur l'éducation** en Gambie s'appuie sur un partenariat public-privé avec **Cisco** et **Microsoft Corporation**, afin d'améliorer les capacités en matière de données du ministère de l'Éducation et de la direction des écoles pour mesurer les résultats en matière d'apprentissage. Cisco s'efforcera de répondre aux besoins en matière de capacité d'analyse des données au niveau du personnel des ministères et des bureaux régionaux, tandis que Microsoft a réalisé un diagnostic technique complet pour faciliter le déploiement de dispositifs et de logiciels permettant de numériser les données au niveau régional et scolaire. Les enseignements tirés de ce projet pilote seront utilisés pour orienter une collaboration stratégique plus poussée du GPE avec le secteur privé.

En partenariat avec le **Programme alimentaire mondial** et la **Coalition pour l'alimentation scolaire**, le GPE dispense un appui technique en faveur de l'alimentation scolaire pour renforcer la capacité des pays à mettre en place des programmes d'alimentation scolaire durables, favorisant l'égalité des genres et pris en charge par les autorités nationales, en fournissant aux élèves des aliments sains, diversifiés, nutritifs et d'origine locale. Le programme, qui a été annoncé lors du Sommet mondial de la Coalition pour l'alimentation scolaire en octobre 2023, débutera par un programme pilote d'un million de dollars en 2024 dans le but de le tester, l'adapter, puis le déployer dans tous les pays partenaires intéressés.

Le GPE envisage également d'autres possibilités d'appui technique visant à améliorer l'égalité des genres et la sécurité à l'école grâce à des mesures intégrées de prévention de la violence au sein des écoles, ainsi que d'autres moyens d'exploiter le potentiel des nouvelles technologies dans les systèmes éducatifs.

Apprendre, s'adapter et innover

Le GPE s'engage à favoriser l'apprentissage et l'adaptation continus. En 2023, cela a impliqué notamment d'améliorer l'apprentissage entre pairs et l'engagement des pairs en organisant des ateliers régionaux, tandis que le GPE lui-même a adopté plusieurs changements clés pour donner suite aux commentaires des partenaires.

En 2023, trois ateliers régionaux ont permis de réunir neuf pays d'Afrique francophone, ainsi qu'une multitude d'experts locaux et régionaux. Un atelier national organisé par le Nigéria en janvier 2024 a permis au gouvernement, au groupe local des partenaires de l'éducation et à six États (Abia, Akwa Ibom, Bauchi, Kebbi, Kwara et Lagos) d'accélérer les progrès déployés pour établir les priorités de la réforme de l'éducation.

Afin de partager les connaissances acquises dans le cadre du partenariat, le GPE a publié deux documents en 2023 qui proposent à tous les partenaires de l'éducation des cadres pour faire progresser l'égalité des genres et créer des systèmes éducatifs intégrant le climat. Le GPE a également soutenu des travaux de recherches préliminaires sur la corrélation entre l'éducation et la paix, ainsi que sur le rôle de l'éducation pour promouvoir la stabilité de la société (cf. encadré à la page 17). Par ailleurs, le GPE a réalisé une évaluation de ses financements pour la riposte à la pandémie de COVID-19 (cf. encadré à la page 16), qui a montré la façon dont ces investissements ont permis de soutenir un grand nombre d'activités. Ces activités ont porté aussi bien sur des solutions de haute technologie, telles que des tablettes destinées à l'apprentissage en ligne, que sur des activités à faible valeur technologique ou dépourvues de toute valeur technologique.

Le GPE a également accéléré le rythme de son propre apprentissage tout au long de 2023, en s'appuyant sur un flux continu de données probantes et d'expériences pour simplifier et accélérer ses opérations et soutenir plus efficacement les pays partenaires. Trois enseignements majeurs ont été tirés, à savoir :

1. La sélection par le pays d'une réforme prioritaire ambitieuse mais concrète peut attirer et cibler le soutien, et accélérer les efforts déployés pour améliorer les systèmes éducatifs.
2. Le fait de réunir des pairs issus de différents pays et des experts régionaux a permis de mieux comprendre l'établissement des priorités fondé sur des données probantes.
3. L'importance accordée à un établissement clair des priorités et à la mise en œuvre de la réforme de l'éducation exige un leadership national fort et des efforts coordonnés de la part de tous les acteurs du secteur de l'éducation, en particulier des enseignants.

Cela permet à toutes les parties prenantes de mieux comprendre les obstacles systémiques, les raisons pour lesquelles ces obstacles existent et les mesures qui peuvent être prises pour éliminer ces derniers. Le Conseil d'administration du GPE a approuvé une série de changements opérationnels afin d'améliorer l'engagement du GPE auprès des pays partenaires et de réduire les coûts de transaction. Ces adaptations devraient se traduire par un nombre record de financements de mise en œuvre approuvés en 2024 et pour les années à venir.

Les enseignements tirés du financement accéléré COVID-19 du GPE

La réponse rapide du GPE aux requêtes de financement des pays partenaires pour faire face à l'urgence de la pandémie de COVID-19 a clairement démontré la capacité du partenariat à accélérer les financements en période de crise. Quelques semaines après la déclaration de la pandémie mondiale, le GPE a mobilisé plus de 500 millions de dollars pour soutenir les mesures de riposte à l'échelle mondiale et nationale. Au total, 66 pays partenaires ont bénéficié d'un financement de 474 millions de dollars pour soutenir des programmes d'enseignement à distance et à domicile qui ont permis d'atteindre 100 millions d'enfants, soit environ 20 % de la population totale en âge d'être scolarisée dans ces pays.

Une évaluation de cette riposte a fait valoir qu'il était nécessaire d'adapter rapidement les activités d'apprentissage aux situations de crise et de veiller à ce que l'usage de la technologie, en particulier pour l'apprentissage à distance, corresponde aux objectifs et aux capacités réelles dans chaque contexte. Par ailleurs, le soutien apporté dans les situations d'urgence doit mieux répondre aux besoins des enfants les plus défavorisés, en particulier des filles et des enfants en situation de handicap.

Le financement accéléré a permis de soutenir des mesures d'atténuation immédiates, ainsi que les efforts de redressement déployés par la suite, en fonction de la stratégie privilégiée par chaque pays. Cette approche a permis aux administrateurs de choisir entre des solutions à faible valeur technologique ou dépourvues de toute valeur technologique, telles que l'apprentissage à distance par le biais de programmes radio ou télévisés et la livraison physique de matériel pédagogique lorsque celle-ci est possible, ou des solutions de haute technologie ayant recours à des tablettes ou à l'Internet.

En plus de contribuer à la fourniture de repas scolaires, de produits d'hygiène et de campagnes de sensibilisation du public, le GPE a également financé des activités visant à réduire les effets négatifs des fermetures d'écoles, tels que les effets psychologiques, la violence fondée sur le genre et les problèmes liés à la distorsion des normes sociales. Il est important de noter que plus de 722 000 enseignants ont été formés aux méthodes d'apprentissage à distance et 397 000 autres ont bénéficié d'une formation sur les programmes d'enseignement accélérés.

La série de « Récits de résilience durant la pandémie de COVID-19 » publiée sur le site du GPE montre comment huit pays partenaires ont utilisé les fonds du GPE pour faire face aux conséquences de la pandémie sur leurs systèmes éducatifs.



Étudier les corrélations entre l'éducation et la paix

L'éducation n'est pas juste un vecteur de croissance personnelle. C'est aussi un puissant outil, capable d'influencer sur la future trajectoire des sociétés. Lorsqu'elle est inclusive et de qualité, l'éducation favorise la compréhension, la tolérance et la coexistence pacifique entre les individus et les communautés. Elle a également le potentiel de réduire les risques de conflit en encourageant l'esprit critique, en favorisant un dialogue ouvert et en créant des opportunités de croissance économique.

En 2023, le GPE a collaboré avec l'*Institute for Economics and Peace* (IEP, Institut pour l'économie et la paix) et le *Center for Strategic and International Studies* (CSIS, Centre d'études stratégiques et internationales) pour étudier les preuves de l'étroite corrélation qui existe entre l'éducation et la paix. Ces recherches ont permis de réaffirmer le potentiel de l'éducation à bâtir des sociétés pacifiques. Si les effets néfastes des conflits et des crises prolongées sur l'éducation sont bien connus, cette étude se penche sur la relation entre l'éducation et la paix en s'appuyant sur une analyse bibliographique d'études quantitatives et d'analyses de régression. Par ailleurs, une note d'orientation montre que l'éducation peut jouer un rôle important dans la promotion de la stabilité, de la sécurité des citoyens et des relations sociales. Les investissements dans l'éducation peuvent s'avérer essentiels pour forger des économies fortes et des sociétés ouvertes, prévenir les conflits et reconstruire la cohésion sociale après un conflit, comme au Rwanda par exemple, et promouvoir la paix et la stabilité en intégrant les femmes et les filles.



Une élève de 5^e année lit à haute voix devant sa classe à l'école primaire de Phonsivilay, dans le district de Meun, en RDP lao.

GPE/Kelley Lynch

MOMENTS CLÉS



Laura Frigenti, directrice générale du GPE, visite une classe de l'école primaire Dejazmach Wondirad à Addis-Abeba, en Éthiopie.
GPE/David Mugithi

Laura Frigenti, directrice générale, en visite en Éthiopie

Pour sa première visite officielle en tant que directrice générale, Laura Frigenti a passé trois jours en Éthiopie, pays partenaire du GPE, où elle a rencontré des élèves, des enseignants, des directeurs d'école, des parents et des partenaires afin de discuter des principaux défis du secteur de l'éducation. Les investissements de l'Éthiopie dans l'éducation ont permis d'augmenter la scolarisation dans le primaire de 50 % à 100 % au cours des 15 dernières années, de dispenser une formation continue à 300 000 enseignants et de distribuer plus de 170 millions de manuels scolaires, de guides pédagogiques et de matériel supplémentaire dans les écoles. Dans tout le pays, 190 millions de dollars de financement du GPE appuient des initiatives soutenant l'éducation de 18,5 millions d'enfants. Mme Frigenti a souligné que l'éducation est à la fois un tremplin et une condition préalable pour des économies plus solides et des sociétés plus justes et plus stables, appelant à ce que les investissements dans l'éducation reviennent aux niveaux antérieurs à la pandémie de COVID-19.



Laura Frigenti, directrice générale du GPE, tient une table ronde avec les jeunes leaders du GPE sur le rôle central des jeunes dans le développement durable.
GPE/Timo Diers



Janet Mbugua, la nouvelle ambassadrice du GPE pour l'éducation, s'adresse au panel lors d'un événement parallèle de l'AGNU sur l'investissement dans les systèmes éducatifs pour le développement durable et le bien-être des enfants.
GPE/Timo Diers



Charles North, directeur général adjoint du GPE, avec Soipan Tuya, secrétaire de cabinet pour l'environnement du Kenya, lors de la COP28, après avoir participé à un panel sur comment passer des engagements à l'action dans le domaine du changement climatique.
GPE/Ludovica Pelliccioli

Conférence des Nations Unies sur le changement climatique

Lors de la COP28, le GPE a fermement soutenu la Déclaration sur le Programme commun pour l'éducation et le changement climatique et a coorganisé 10 événements axés sur les systèmes éducatifs résilients au/intégrant le climat et leur financement, ainsi que sur le pouvoir de l'éducation et de l'égalité des genres en faveur de la justice climatique.

Avec le Fonds vert pour le climat et *Save the Children*, le GPE a lancé BRACE (Building the climate resilience of children and communities through the education sector) avec un investissement de 70 millions de dollars : le premier investissement climatique majeur dans le secteur de l'éducation pour construire des écoles résilientes au changement climatique dans les pays vulnérables.



Salha Aziz, jeune leader du GPE pour la Tanzanie, plaide en faveur d'une éducation climatique transformatrice du genre lors du sommet RewirED à la COP28.
GPE/Ludovica Pelliccioli



Laura Frigenti, directrice générale du GPE, avec Roger Federer lors d'un événement parallèle de l'AGNU.
GPE/Timo Diers

Assemblée générale des Nations Unies

Lors de la 78^e Assemblée générale des Nations Unies (AGNU), le GPE a organisé cinq événements axés sur la transformation du système et l'investissement dans l'éducation, l'intersection entre le genre et le climat pour le développement et la prochaine génération d'acteurs du changement. Le GPE a également participé à un dialogue de haut niveau sur le financement du développement, à une table ronde organisée par la Fondation Tony Elumelu et à des événements sur le capital humain en Afrique et à l'initiative à fort impact sur la transformation de l'éducation lors du week-end d'action sur les ODD. Les jeunes leaders du GPE ont rencontré Roger Federer lors d'une table ronde avec la Fondation Roger Federer et ont participé à des sessions de l'AGNU pour s'assurer que les jeunes ont leur mot à dire dans la transformation des systèmes éducatifs.

Des jeunes leaders se réunissent avec Roger Federer pour soutenir l'éducation.
GPE/Timo Diers



La conférence Women Deliver

Lors de la conférence *Women Deliver* au Rwanda, le GPE a organisé avec *Echidna Giving* une « zone d'éducation » pour des sessions sur l'égalité des genres dans l'éducation liées au plaidoyer, à l'autonomisation économique et aux obstacles à l'accès équitable à l'éducation, créant ainsi un espace dédié aux acteurs de l'éducation leur permettant de mettre en lumière leur travail en cours, y compris les voix et les problématiques sous-représentées.

Lalita Tamang, jeune leader du GPE pour le Népal lors de la conférence *Women Deliver* où elle a parlé de l'éradication du mariage précoce et a coanimé une session sur la préparation des filles et des jeunes femmes à la vie professionnelle du 21^e siècle.
GPE



ÉGALITÉ DES GENRES

Chaque fille et chaque garçon devraient pouvoir jouir de leur droit fondamental de grandir en étant instruit, en bonne santé et en sécurité, sans aucune discrimination. L'engagement du GPE en faveur de l'égalité des genres s'est manifesté dans toutes les dimensions de son travail en 2023, notamment dans les allocations de financements, les activités de plaidoyer, le partage des connaissances, le renforcement des capacités et les opérations internes.

Au niveau des pays, chaque pacte de partenariat adopté par les partenaires de l'éducation en 2023 a pris en compte les questions de genre et 80 % d'entre eux se sont appuyés sur l'analyse de genre en cours pour orienter leurs politiques et leur planification nationales. Pour planifier et aligner les efforts dans ce domaine, le GPE a publié en septembre 2023 un document intitulé « [Aller plus loin ensemble : le partenariat au service de l'égalité des genres](#) », qui présente les mesures concrètes prises par le GPE pour réaliser son objectif d'intégrer systématiquement les questions de genre dans toutes ses activités. Le document précise également les rôles et les responsabilités des partenaires dans l'intégration systématique des questions de genre, selon un modèle de responsabilité mutuelle.

L'engagement du GPE en faveur de l'égalité des genres est accompagné d'un financement spécialisé disponible dans le cadre de l'**Accélérateur de l'éducation des filles**, qui a approuvé neuf nouvelles allocations à des pays partenaires pour un montant total de 176,5 millions de dollars. **El Salvador**, qui a été le premier pays à bénéficier de l'Accélérateur de l'éducation des filles, utilisera ce financement pour lutter contre les normes de genre et promouvoir un système d'évaluation des acquis scolaires favorisant l'équité entre les genres, de l'éducation de la petite enfance jusqu'à l'enseignement secondaire, ce qui concerne plus de 26 000 filles. Au **Zimbabwe**, l'Accélérateur de l'éducation des filles soutient des investissements

dans des initiatives telles que le développement d'un système d'alerte précoce pour les filles qui risquent le plus d'abandonner l'école, la promotion d'environnements d'apprentissage sûrs et l'élaboration d'un programme national d'enseignement des compétences nécessaires dans la vie courante.

Le GPE a également plaidé en faveur de l'égalité des genres pour mettre en évidence les avantages considérables que l'égalité dans l'éducation confère pour la paix, la prospérité et la stabilité. L'un des événements les plus importants a été la conférence Women Deliver 2023 qui s'est tenue au mois de juillet à Kigali, au Rwanda, durant laquelle le GPE a coorganisé deux sessions, ainsi que d'autres événements parallèles, en se penchant sur les obstacles à l'égalité des genres spécifiques à l'éducation, qui s'étendent également à de nombreux secteurs.

En **Amérique latine et dans les Caraïbes**, les initiatives de **partage de connaissances et d'innovations (KIX)** et **L'Éducation à voix haute** ont montré comment le soutien à la recherche et le renforcement des capacités de plaidoyer, respectivement, se complètent lorsque les pays cherchent à modifier les normes sociales et culturelles sur la violence fondée sur le genre. Une initiative du KIX, qui œuvre au **Honduras**, à **Haïti** et au **Nicaragua**, s'appuie sur des données probantes locales pour mieux comprendre la nature et les formes de la violence fondée sur le genre dans les zones rurales et pour créer ensemble des stratégies de prévention. Cette expérience a révélé que plus d'un chemin mènera de la recherche à la sensibilisation et à l'action. Cependant, plus le processus sera associé aux communautés et à leurs expériences, plus les possibilités de changement seront importantes.



LUTTER CONTRE LES INÉGALITÉS ENTRE LES GENRES AU SOMALILAND

Afin de remédier aux faibles taux de scolarisation qui persistent dans l'enseignement primaire, le Somaliland a fondé son pacte de partenariat sur un programme visant à faciliter l'accès à l'enseignement préscolaire et primaire, en particulier pour les filles. Le manque d'enseignantes constitue un obstacle majeur à la fréquentation scolaire des filles et à leur espérance de vie scolaire au Somaliland. En effet, les filles ne représentent qu'environ 30 % des enfants scolarisés en primaire au Somaliland et seulement 15 % des élèves qui poursuivent leur scolarité dans l'enseignement secondaire.

Les ressources du GPE permettront d'accroître le taux de scolarisation des filles et d'améliorer leur espérance de vie scolaire en développant les infrastructures d'éducation de la petite enfance et, en particulier, la disponibilité des enseignantes. L'investissement dans de nouvelles salles de classe s'accompagnera d'installations d'approvisionnement en eau et d'hygiène et de la création d'espaces dédiés aux filles. Le programme du Somaliland éliminera les obstacles auxquels se heurtent les enseignantes, favorisera la pédagogie tenant compte des questions de genre, et dispensera des formations à la violence fondée sur le genre. Le financement au titre de l'Accélérateur de l'éducation des filles permettra d'augmenter la capacité technique et décisionnelle de l'unité chargée des questions de genre au sein du ministère de l'Éducation avec des mesures ciblées visant à lutter contre l'abandon scolaire des adolescentes. Le programme renforcera également le suivi et l'évaluation dans le secteur de l'éducation, en mettant davantage l'accent sur les indicateurs de genre, la ventilation par sexe des données clés sur l'éducation, telles que les indicateurs de rapport de routine au niveau de l'école, et l'amélioration de l'analyse des données liées au genre.



Des élèves se concentrent en classe à l'école primaire de *Booldid*, à 40 kilomètres de la ville de Hargeisa, au Somaliland.

ÉDUCATION ET CLIMAT

Les changements climatiques rapides et la dégradation continue de l'environnement créent une crise planétaire qui a inévitablement des répercussions sur l'éducation. Pour faire face à ce phénomène, le GPE a accéléré et intensifié ses efforts pour travailler de concert avec les pays afin de renforcer la résilience au changement climatique et de promouvoir la viabilité environnementale dans leurs systèmes éducatifs.

L'approche du GPE face à la crise climatique s'appuie sur les interconnexions entre les systèmes éducatifs et l'environnement, et vise à adapter l'apprentissage aux évolutions futures pour favoriser une gestion meilleure et plus durable de notre planète. Plus nous aurons conscience des conséquences de cette crise sur l'éducation, plus il sera nécessaire de renforcer la portée et la coordination du soutien financier et technique octroyé aux pays à faible revenu. D'ici 2050, le changement climatique pourrait entraîner le déplacement de plus de 216 millions de personnes, perturbant la scolarité de millions d'enfants, ce qui aura des conséquences sur leur développement et celui de leur pays.

Afin de promouvoir des systèmes éducatifs résilients conçus pour le 21^{ème} siècle, le GPE a publié un document intitulé « Vers des systèmes éducatifs intégrant le climat : un cadre d'action en 7 dimensions », qui définit la stratégie du GPE pour maximiser la complémentarité des nombreuses approches en matière de résilience climatique et de lutte contre le changement climatique dans l'éducation. En collaboration avec *Save the Children*, l'UNESCO et l'Institut international de planification de l'éducation de l'UNESCO, le GPE a lancé l'initiative intitulée « **Systèmes éducatifs intégrant le climat** » pour aider les ministères à intégrer le climat dans leurs systèmes de données, leurs politiques, leurs plans et leurs programmes, en commençant par le **Malawi** et le **Zimbabwe**. Le GPE a alloué 15 millions de dollars pour soutenir le déploiement de cette initiative à 20 autres pays, créant ainsi un nouveau

moyen pour les pays d'accéder au financement de la lutte contre le changement climatique.

Lors de la COP28 à Dubaï, le GPE s'est également associé au Fonds vert pour le climat et à Save the Children pour lancer le programme **BRACE** (*Building the Climate Resilience of Children and Communities Through the Education Sector*). Ce programme de 70 millions de dollars, qui a débuté au **Cambodge**, au **Soudan du Sud** et aux **Tonga**, investira dans une série de mesures concrètes, qui consistent notamment à rénover et à construire des écoles plus écologiques et mieux adaptées au changement climatique, conformément au cadre global pour la sécurité des écoles, ainsi qu'à intégrer le changement climatique dans les programmes scolaires et à améliorer les systèmes d'alerte précoce et d'intervention rapide, en fonction des besoins du pays.

Cette initiative sera déployée dans 20 autres pays, principalement en Afrique et en Asie, en vue de renforcer leur capacité à accéder au financement de la lutte contre le changement climatique et à l'utiliser pour accroître la résilience du secteur de l'éducation. BRACE s'appuiera sur les résultats et les enseignements de ces pays pilotes et collaborera avec d'autres acteurs, notamment le secteur privé, les partenaires d'exécution et la société civile, afin de renforcer la coordination et les bonnes pratiques en matière d'investissements en faveur du climat dans le secteur de l'éducation.

BRACE permet d'accroître la disponibilité d'une aide technique et financière à la hauteur des ambitions des gouvernements, qui reconnaissent qu'il est désormais urgent de protéger leurs systèmes éducatifs contre les effets du changement climatique pour que les enfants puissent apprendre à surmonter tous les défis et réussir. Lors de la COP28 qui s'est tenue à Dubaï, 37 pays ont signé la Déclaration sur le programme commun pour l'éducation et le changement climatique, qui fournit un cadre aux gouvernements pour intégrer

l'éducation dans leurs stratégies nationales d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. Élaborée conjointement par le GPE, l'UNESCO et le gouvernement du Royaume-Uni, la déclaration représente une étape

cruciale dans l'engagement des pays à affecter les ressources nécessaires pour préparer les systèmes éducatifs, les enseignants et les élèves aux effets du changement climatique.

S'ADAPTER AUX DÉFIS DU CHANGEMENT CLIMATIQUE À MADAGASCAR

Au cours des 35 dernières années, plus de 5 millions d'enfants ont été touchés par 46 catastrophes naturelles à Madagascar, notamment des cyclones, des sécheresses et des inondations. Ces catastrophes, aggravées par le changement climatique, ont détruit les infrastructures scolaires et diminué la fréquentation scolaire, en particulier pour les élèves issus de familles vulnérables.

Grâce à son programme de construction d'établissements scolaires, le ministère de l'Éducation a localisé des terrains présentant toutes les conditions de sécurité nécessaires pour construire des écoles, utilisé des méthodes de construction résistantes au changement climatique pour que les bâtiments scolaires puissent résister aux catastrophes, et mis en place de nouvelles normes de résistance pour les établissements situés dans les zones particulièrement exposées. Grâce au financement du GPE, le ministère a entrepris de réviser le calendrier scolaire pour l'aligner sur les saisons agricoles et météorologiques, ce qui permettra de réduire au minimum les nombreuses absences des élèves et des enseignants dues aux difficultés qu'ils rencontrent pour accéder aux écoles pendant les périodes de fortes pluies, de cyclones ou de sécheresse.



Des élèves de primaire terminent une leçon d'écriture en groupe à l'école EPP Anosisoa à Antananarivo, Madagascar.

GPE/Carine Durand

APPRENTISSAGE FONDAMENTAL

La crise de l'apprentissage, qui a été exacerbée par la pandémie de COVID-19, fait ressortir la nécessité d'acquérir les compétences de base, à savoir la lecture, l'écriture et les compétences socio-émotionnelles, ainsi que les autres compétences du 21^{ème} siècle. Sans ces compétences de base, les enfants ne sont pas en mesure de réaliser leur plein potentiel.

Les enfants vulnérables sont ceux qui ont le plus de lacunes dans l'apprentissage fondamental. Les enfants en situation de handicap ont 42 % de chances en moins de posséder les compétences fondamentales en lecture et en calcul que les autres enfants. Les enfants issus des ménages les plus pauvres ont huit fois moins de chances d'achever l'école primaire que les enfants issus des ménages les plus riches. Dans le monde, plus de deux tiers des enfants qui sortent de l'école primaire dans les pays à faible revenu ou à revenu intermédiaire ne sont pas capables de lire ni de calculer correctement.

La plupart des pays partenaires du GPE considèrent l'apprentissage fondamental et les résultats d'apprentissage comme étant la pierre angulaire de leurs efforts de transformation. À la fin de 2023, sur les 33 pactes de partenariat conclus, 29 comprenaient une réforme prioritaire axée sur l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage. Au moins neuf d'entre eux se sont concentrés particulièrement sur l'apprentissage fondamental, tandis que d'autres l'ont intégré dans des initiatives portant sur l'apprentissage préscolaire ou l'amélioration des résultats d'apprentissage dans le primaire.

En **Sierra Leone**, le gouvernement a établi l'initiative « Garantir les bases de l'apprentissage pour tous » dans son pacte de partenariat, estimant que cette réforme prioritaire avait le potentiel de déclencher une transformation dans l'ensemble de son système éducatif. Le gouvernement, avec une coalition diversifiée de partenaires de l'éducation, s'est engagé à ce que tous les élèves apprennent à lire couramment en comprenant les textes qu'ils lisent, acquièrent des compétences fondamentales en mathématiques et développent des compétences socio-émotionnelle d'ici leur quatrième année d'école primaire.

Reconnaissant l'urgence et l'ampleur des défis à relever pour pouvoir mener à bien l'apprentissage fondamental dans les pays partenaires, le GPE a soutenu l'Engagement à l'action en faveur de l'apprentissage fondamental en mars 2023 et a officiellement rejoint la Coalition for Foundational Learning en octobre. La Coalition a pour but d'aider les pays à accéder aux données et à les exploiter, à fixer des objectifs ambitieux en matière d'apprentissage préscolaire et à mettre en œuvre des plans pour les atteindre.



LE GPE SOUTIEN LA FORMATION DES ENSEIGNANTS EN TANT QUE PILIER DE L'APPRENTISSAGE FONDAMENTAL

La crise de l'apprentissage est une crise des enseignants. Selon un nouveau rapport mondial de l'Équipe spéciale sur les enseignants de l'UNESCO, l'enseignement primaire aurait besoin de 13 millions d'enseignants supplémentaires et l'enseignement secondaire en aurait besoin de 31 millions pour pouvoir atteindre le quatrième objectif de développement durable (ODD 4). Plus de 549 millions de dollars, soit 89 % des financements de mise en œuvre du GPE qui étaient en cours pendant l'exercice 2023, comprenaient des mesures destinées à soutenir les enseignants, telles que la formation initiale et continue, l'accompagnement et le tutorat, la gestion des enseignants et des outils pédagogiques.

Le GPE aide à améliorer la disponibilité et la qualité des données sur les enseignants et l'enseignement, ainsi qu'à élaborer des politiques visant à promouvoir la qualité, le soutien et la gestion de l'enseignement. Le partenariat facilite également l'engagement des enseignants et des chefs d'établissement, et encourage l'intégration des organisations d'enseignants dans les groupes locaux des partenaires de l'éducation. Le financement du GPE octroyé aux États du nord-est du Nigéria a été utilisé pour renforcer les compétences de base des enfants en lecture, en écriture et en calcul grâce à un programme de formation supplémentaire qui promeut un enseignement qui commence au niveau d'apprentissage de l'élève plutôt qu'à un âge ou à une classe spécifique. Ce programme a permis à plus de 3 600 enseignants de bénéficier d'un perfectionnement professionnel et d'un tutorat pour dispenser des cours de rattrapage aux enfants de la 4^e à la 6^e année. Par conséquent, 176 000 élèves de 386 écoles ont renforcé leurs compétences d'apprentissage fondamentales.



Tukur Yusuf, enseignant, discute avec des élèves lors d'un cours de langue à l'école primaire centrale de Miga, dans l'État de Jigawa, au Nigéria.

GPE/Kelley Lynch

SOUTENIR DAVANTAGE LES ENFANTS DÉPLACÉS

Au début de l'année 2023, plus de 108 millions de personnes ont été déplacées en raison de conflits, de persécutions ou de catastrophes naturelles, dont plus de 35 millions de réfugiés. Le GPE travaille en collaboration avec les autorités publiques pour intégrer les enfants et les jeunes réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux, en renforçant les capacités et les ressources pour pouvoir répondre à leurs besoins d'apprentissage.

Au second semestre 2023, le GPE avait investi 1,1 milliard de dollars pour renforcer les systèmes éducatifs dans 17 pays où les réfugiés avaient accès à l'école. En octobre 2023, le GPE a approuvé un financement de 20 millions de dollars pour soutenir

l'apprentissage de plus de 285 000 enfants dans six États du **Soudan** qui ont été touchés par des déplacements liés au conflit : Nil blanc, Al-Jazirah, Kassala, Nil, Sennar et Kordofan du Sud. Les deux financements de 10 millions de dollars chacun seront mis en œuvre respectivement par l'UNICEF et *Save the Children*, ainsi que par des organisations non gouvernementales soudanaises.

L'**Éducation à voix haute**, le fonds du GPE pour le plaidoyer et la responsabilité sociale, a également soutenu les organisations de la société civile pour promouvoir l'accès à une éducation de qualité aux réfugiés et aux autres groupes marginalisés dans 37 zones touchées par la fragilité et les conflits.



Sumaya Abdel Rahman Mahmoud Mohamad, élève de 16 ans, rentre chez elle au camp de réfugiés de Djabal, dans l'est du Tchad.

La famille de Sumaya a fui le Soudan pendant la guerre au Darfour. La recrudescence de la violence dans la région signifie que les familles comme la sienne restent dans l'incertitude pour l'avenir.

GPE/Michael Knief/AP

En décembre 2023, le GPE a signé l'engagement multipartite intitulé « Assurer un avenir durable – vers une responsabilité partagée pour défendre le droit à l'éducation et inclure les enfants réfugiés dans les systèmes éducatifs nationaux » lors du Forum mondial sur les réfugiés à Genève. Plus de 140 gouvernements et organisations ont signé

l'engagement, promettant d'œuvrer davantage pour défendre, soutenir et financer les pays dans leurs efforts déployés pour inclure les enfants réfugiés dans leurs systèmes éducatifs. Le GPE a également approuvé l'éligibilité de la **Jordanie** et du **Liban**, deux pays qui accueillent de plus en plus de réfugiés.

S'APPUYER SUR LES CONNAISSANCES LOCALES ET LES TECHNOLOGIES AU SERVICE DE L'ÉDUCATION POUR SOUTENIR LES ENFANTS RÉFUGIÉS AU TCHAD

Tout en étant confronté aux défis redoutables de la pauvreté, de la malnutrition et de l'insécurité alimentaire, le Tchad accueille 1,3 million de personnes déplacées, dont plus d'un million de réfugiés originaires du Soudan, de la République centrafricaine, du Cameroun et du Nigéria. Afin de pouvoir offrir une éducation aux enfants de cette population, le programme de partage de connaissances et d'innovations du GPE (KIX) soutient l'initiative *Can't Wait to Learn* de War Child, qui a entrepris des recherches sur les moyens d'accroître l'impact de la technologie au service de l'éducation au Tchad, au Soudan et en Ouganda.

War Child et le KIX ont analysé les acquis de plus de 800 élèves répartis dans 20 écoles de trois camps de réfugiés au Tchad, à savoir : Djabal, Goz Amir et Goz Beïda. Dans 11 de ces écoles, *Can't Wait to Learn* représentait plus de la moitié des leçons de calcul chaque semaine. Dans les neuf autres écoles, l'enseignement s'est poursuivi comme avant. Les résultats ont montré que les enfants qui ont utilisé les tablettes et les programmes de *Can't Wait to Learn* ont acquis 50 % de plus de connaissances que les autres enfants. Les filles ont acquis quatre fois plus de connaissances que les garçons, et les filles qui ont commencé le programme avec moins de compétences en calcul que leurs camarades masculins ont rattrapé leur retard en seulement 4 à 4,5 mois. Ces résultats sont significatifs au regard du taux de

pauvreté des apprentissages au Tchad (incapacité à lire et à comprendre un texte simple à l'âge de 10 ans), qui s'élève à 98 % pour les enfants qui achèvent l'école primaire.



Salima Khamis, Oumnia Souleyman et Sumaya Abdel Rahman Mahmoud Mohamad (de gauche à droite), élèves soudanaises, étudient sur des tablettes dans le cadre du programme des technologies au service de l'éducation *Can't Wait to Learn* dans une école du camp de réfugiés de Djabal, dans l'est du Tchad.

Laura Frigenti, directrice générale du GPE, et Jakaya Kikwete, président du Conseil d'administration, avec des élèves lors de leur visite à l'école primaire Maji Majimaitu à Dar es Salaam, en Tanzanie.

GPE/David Mugithi

CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GPE

Le Conseil d'administration du GPE s'est réuni en Tanzanie en décembre et a visité les écoles primaires de Kisiwandui et Kiaangoni à Zanzibar pour constater sur le terrain l'action collective et l'engagement inclusif visant à préparer les générations d'aujourd'hui à l'avenir.

Les membres du Conseil d'administration ont rencontré des élèves, des enseignants et des chefs d'établissement et ont appris comment ces écoles répondaient aux besoins éducatifs des élèves en situation de handicap. Depuis 2013, le GPE a investi plus de 330 millions de dollars pour soutenir les efforts du gouvernement visant à transformer l'éducation en Tanzanie.

Liste des membres du Conseil d'administration au 31 décembre 2023

| | |
|---|--|
| Afrique 1 | Torerayi Moyo, ministre de l'Enseignement primaire et secondaire, Zimbabwe Suppléant : Farah Sheikh Abdulkadir, ministre de l'Éducation, de la Culture et de l'Enseignement supérieur, Somalie |
| Afrique 2 | Komla Dodzi Kokoroko, ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique et de l'Artisanat, Togo Suppléant : Moussa Kadam, ministre de l'Éducation nationale et de la Promotion civique, Tchad |
| Afrique 3 | David Moinina Sengeh, ministre principal, Sierra Leone Suppléant : David Adejo Andrew, secrétaire permanent, ministère de l'Éducation générale et de l'Instruction, Nigéria |
| Asie et Pacifique | Sureshi Adhikari, secrétaire à l'Éducation, aux Sciences et à la Technologie, Népal Suppléante : Aishath Ali, ancienne ministre de l'Éducation, Maldives |
| Europe de l'Est, Moyen-Orient et Asie centrale | Usman Sharifxodjayev, premier vice-ministre de l'Éducation, Ouzbékistan Suppléant : Saidzoda Rahim, ministre de l'Éducation et des Sciences, Tadjikistan |
| Amérique latine et Caraïbes | Didacus Jules, directeur général, Organisation des États des Caraïbes orientales, Sainte-Lucie Suppléant : Daniel Esponda Velasquez, ministre de l'Éducation, Honduras |
| Bailleur de fonds 1 | Clélia Chevrier Kolačko, directrice adjointe, Direction du développement durable, ministère des Affaires étrangères, France Suppléante : Anna-Lena Flurry Angelotti, conseillère politique principale, Direction du développement et de la coopération, Département fédéral des affaires étrangères, Suisse |

| | |
|-------------------------------------|--|
| Bailleur de fonds 2 | Line Friberg Nielsen, conseillère technique principale, ministère des Affaires étrangères, Danemark Suppléante : Sofia Norlin-Telde, spécialiste de programme senior, éducation, Agence suédoise de coopération internationale au développement, Suède |
| Bailleur de fonds 3 | Judith Herbertson, responsable du département de l'éducation des filles, bureau des affaires étrangères, du Commonwealth et du développement, Royaume-Uni Suppléante : Sharon Armstrong, directrice générale du développement social, affaires étrangères Canada |
| Bailleur de fonds 4 | Kristian Ødegaard, conseiller principal, section pour la sécurité alimentaire, la santé et l'éducation, ministère des Affaires étrangères, Norvège Suppléant : Rashid Al Shamsi, directeur de la coopération technique, ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Émirats arabes unis |
| Bailleur de fonds 5 | Martin Seychell, directeur général adjoint, direction générale des partenariats internationaux, Commission européenne Suppléante : Heike Kuhn, cheffe de la division éducation, ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement, Allemagne |
| Bailleur de fonds 6 | LeAnna Marr, administratrice adjointe, Agence des États-Unis pour le développement international Suppléant : Aedan Whyatt, secrétaire adjoint, direction de l'éducation et de la protection sociale, ministère des Affaires étrangères et du Commerce, Australie |
| OSC 1 | Kira Boe, co-responsable de l'éducation, Oxfam International, Danemark Suppléante : Yona Nestel, responsable de la politique d'éducation et du plaidoyer, Plan International |
| OSC 2 | Solange Akpo-Gnandi, coordinatrice régionale, Réseau africain pour la campagne pour l'éducation pour tous Suppléante : Abeer Tamimi Darwazeh, coordinatrice du renforcement des capacités et de l'apprentissage, Campagne arabe pour l'éducation pour tous |
| OSC 3 | Haldís Holst, secrétaire générale adjointe, Internationale de l'éducation Suppléant : Dennis Sinyola, directeur régional pour l'Afrique, Internationale de l'éducation |
| Secteur privé | David Butcher, associé, Reed Smith LLP, secrétaire et directeur de la sauvegarde, Conseil exécutif, Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation Suppléante : Emily Friedman, responsable de l'investissement des entreprises pour l'impact sur l'éducation, Coalition mondiale des entreprises pour l'éducation |
| Fondations privées | Christopher Thomas, directeur des partenariats, Fondation du prix Yidan Suppléante : Carolyne Ng'eny, chargée de programme, Firelight Foundation |
| Organisation multilatérale 1 | Stefania Giannini, sous-directrice générale pour l'éducation, UNESCO Suppléante : Valerie Guarnieri, sous-directrice exécutive, Programme alimentaire mondial |
| Organisation multilatérale 2 | Robert Jenkins, directeur mondial de l'éducation et du développement des adolescents, UNICEF Suppléante : Rebecca Telford, responsable, directrice adjointe et responsable de la section éducation, division de la résilience et des solutions, HCR |
| Organisation multilatérale 3 | Luis Benveniste, directeur régional, développement humain, Amérique latine et Caraïbes, Banque mondiale Suppléant : Syed Husain Quadri, directeur par intérim, département résilience et développement social, Banque islamique de développement |



Les membres du Conseil d'administration du GPE se réunissent lors de leur réunion de juin 2023 à Bruxelles, en Belgique.

GPE/Lode Saidane



Helena Reuterswård, membre du Conseil d'administration du GPE, en compagnie d'un élève qui dispose d'un appareil d'aide à l'apprentissage, à l'école primaire inclusive de Kisiwandui, à Zanzibar.

GPE/David Mugithi



Les membres du Conseil d'administration du GPE se réunissent lors de leur visite à l'école primaire inclusive de Kisiwandui à Zanzibar dans le cadre de leur réunion de décembre 2023.

GPE/David Mugithi



Robert Jenkins, membre du Conseil d'administration du GPE, avec des élèves et un enseignant de l'école primaire inclusive de Kisiwandui, à Zanzibar.

GPE/David Mugithi



Photo de couverture :

Sérgia Rafael et Aladina Zacarias rentrent de l'école après la reprise des cours suite au passage du cyclone Freddy qui a dévasté la région d'Inhima dans la province de Zambézia, au Mozambique. Pour aller jusqu'à l'école, Sérgia et Aladina ont dû sauter par-dessus des arbres tombés et marcher dans les eaux de crue.

Le cyclone Freddy a été le cyclone tropical le plus long jamais enregistré au Mozambique, avec de graves conséquences sur l'éducation des enfants.

CONTACT

information@globalpartnership.org

BUREAUX

Washington

701 18th St NW

2^e étage

Washington, DC 20006

États-Unis

Paris

66 Avenue d'Éléna

75116 Paris

France

Bruxelles

Avenue Marnix 17, 2^e étage

B-1000, Bruxelles

Belgique

Chennai

Global Infocity Park, Block C

11^e étage

40 MGR Salai, Perungudi

Chennai, Tamil Nadu 600096

Inde

Publié par le Partenariat mondial pour l'éducation

avril 2024

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du Partenariat mondial pour l'éducation ou la Banque mondiale, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, frontières ou limites.